



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 18/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice Mougeot
BP 26
88600 LAVAL SUR VOLOGNE

Références : S-23-352RP

Code AIOT : 0006206235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2023 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 LAVAL SUR VOLOGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la recherche des sources de Bromures dans la Moselle. Des niveaux anormalement élevés de Trihalométhanes, dont les Bromures sont un précurseur en présence de matière organique, ont été mesurés dans la Moselle dès 2020 au niveau de la prise d'eau pour l'eau potable de la métropole du Grand Nancy. Les concentrations mesurées pour les THM dépassent la norme de potabilisation fixée à 100 µg/L et constituent ainsi un enjeu de santé public pour l'adduction en eau potable du secteur.

Une vérification de la part des différents services de l'état en charge du contrôle des émissions aqueuses dans les masses d'eau superficielles a permis d'orienter la recherche de Bromures vers l'industrie papetière et de traitement du bois, potentiellement utilisatrice de biocides Bromés dans leurs process.

L'objectif de l'action entreprise par l'inspection des installations classées consiste donc à confirmer et quantifier les niveaux d'émissions des installations pré-ciblés, et le cas échéant d'engager avec eux les actions de réduction des émissions nécessaires. La Papeteries de Vosges est concernée par cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 LAVAL SUR VOLOGNE
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PdV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne, Vosges, et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage (papier à usage de notice pharmaceutique) à partir de pâte à papier.

Les activités de fabrication de papier de la société PdV sont fortement consommatrices d'eau. La société PdV prélève l'eau pour son process dans le canal usinier dérivant la Vologne et rejette ses effluents industriels indirectement à la Vologne après passage au travers de sa station de prétraitement puis via la station d'épuration de la société adjacente LUCART. Au sein des machines à papier les eaux de process sont utilisées en circuit fermé afin de limiter la consommation d'eau. Ce recyclage d'eau nécessite un traitement contre la prolifération bactérienne due au temps de séjours dans les machines à papier et aux températures élevées. A ce titre, des produits biocides bromés sont utilisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques ;
- surveillance des émissions aqueuses et niveaux de rejet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaires des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 7.2.1	/	Sans objet
2	Produits biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17.1	/	Sans objet
3	Utilisation des produits chimiques - Fiches de Données Sécurité	Règlement européen du 30/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
4	Fonctionnement des installations	Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
5	Autosurveillance des émissions aqueuses	Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 8.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur l'utilisation des produits biocides bromés par la société PdV. Les constats réalisés par l'inspection des installations classées n'ont pas mis en évidence de non-conformités quant à l'utilisation du produit de traitement « NALCO 74838 » par rapport aux dispositions applicables figurant dans le Règlement biocide n° 528/2012.

Néanmoins, les enjeux sanitaires liés à la présence de Bromures dans la Moselle, les investigations de l'exploitant sur ses émissions en bromures menées courant 2022 ainsi que les discussions avec l'inspection à ce sujet, vont conduire l'inspection des installations classées à proposer à Madame la Préfète d'encadrer les modalités de rejet et de surveillance des bromures en sortie d'installation. Cette évolution réglementaire s'impose au regard des rejets en bromures non négligeables de la société PdV vers le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaires des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits dangereux utilisés et des stocks sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour
Constats : L'exploitant dispose de deux outils informatiques permettant d'inventorier les produits chimiques utilisés et/ou présents sur site: <ul style="list-style-type: none">• l'inventaire des produits chimiques est matérialisé par un tableur informatique recensant l'ensemble des produits chimiques couramment utilisés sur site ainsi que ceux dont l'usage est révolu. Pour chaque produit sont spécifiés; les mentions de dangers, la composition, la référence de la Fiche de Données Sécurité (FDS). Ce fichier a été mis à jour courant 2022. Une recherche par mot clés dans ce tableur révèle que seul le produit NALCO 74838 est composé de molécules Bromés et qu'aucun produit contenant des Thiabendazole n'est ou a été utilisé sur site.• l'état des stocks des substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement est disponible dans les locaux administratifs à tout moment via un logiciel interne dédié. L'exploitant a réalisé une extraction de cet inventaire devant l'inspection. Pour la substance NALCO 74838 la concordance des informations de l'état des stocks avec les stocks réellement disponibles sur site a été vérifiée. Pour ladite substance, l'inventaire recense 1 530 kg présents sur site et l'inspection a constaté l'existence de deux IBC en cours d'usage sur site pour un volume total d'environ 1 500 L (soit ~1 920 kg).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Produits biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17.1
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement biocide n° 528/2012
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement.
Constats : L'exploitant dispose de la FDS du produit bromé : <ul style="list-style-type: none">• fournisseur: NALCO FRANCE ;• nom du produit : NALCO 74838 ;• état du produit vis-à-vis de la réglementation Biocide: AMM - Autorisation de Mise sur le Marché - le produit est déclaré mais est toujours en cours d'évaluation. Le jour de l'inspection, le produit ne dispose pas d'AMM mais peut tout de même être mis sur le marché en France en attendant le résultat de l'évaluation en ce qui concerne l'usage TP12 - Produits anti-biofilm ;• mentions de danger : H302 + H332 (Nocif en cas d'ingestion ou d'inhalation), H314 (provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux, H317 (peut provoquer une allergie cutanée), H372 (Risque avéré d'effets graves à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée, H410 (très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme) ;• utilisation du produit : ce produit est utilisé à des fins de préservation des matières premières constituant le papier (pâte à papier) ainsi qu'en traitement préventif dans les eaux de process afin d'éviter la prolifération bactérienne sur le produit fini. Ces usages sont autorisés selon la FDS. L'exploitant ne disposant pas de TAR, ce produit n'est pas impliqué dans le traitement des eaux de refroidissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Utilisation des produits chimiques - Fiches de Données Sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 30/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH n° 1907/2006
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une base de données recensant les FDS des produits utilisés. L'exploitant atteste que cette dernière est accessible par tous depuis le site au moyen d'une connexion internet. L'inspection des installations classées s'est rendue sur le stockage principal de produits chimiques du site. L'exploitant dispose, sous hangar ouvert, de plusieurs armoires tempérées dans lesquels les IBC sont stockés sur rétention en fonction de leur nature et incompatibilités, notamment acides, bases, corrosifs (constaté par l'ouverture de deux armoires). L'exploitant stock également en tampon et en plus faibles des produits chimiques dans les bâtiments de production pour les besoins de la fabrication (notamment le NALCO 74838). Respect des dispositions liées à l'utilisation et au stockage du produit NALCO 74838 : <ul style="list-style-type: none">• type de stockage: Grand récipient pour vrac (GRV) ;• étiquetage du GRV: Une FDS simplifiée est apposée sur les GRV reprenant notamment le nom du produit et les 4 pictogrammes de danger et les EPI et disposition à prendre sur l'aspect sécurité d'utilisation ;• conditions de stockage: les GRV sont stockés sur une rétention qui leur est dédiée, hors températures extrêmes ;• conditions d'utilisation: Le produit est transféré vers le process par un système de dosage automatisé fonctionnant en circuit fermé et raccordé à un réseau de tuyauterie fixe. Aucune égoutture ou fuite n'est constatée sur site lors de l'inspection sur les tuyauteries apparentes au niveau des GRV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fonctionnement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant ».
Constats : L'exploitant dispose du plan des réseaux d'eau du site. Ce plan est à jour en date de juin 2022 et intègre les modifications survenues lors de la démolition de l'ancienne chaufferie. Ce plan distingue les eaux pluviales évacuées directement vers le canal usinier des eaux industrielles collectées et envoyées vers la station d'épuration physico-chimique du site. L'ensemble des ateliers de production et notamment les machines à papier sont sur rétention. L'inspection des installations classées constate que le produit bromé NALCO 74838 est stocké exclusivement au niveau des machines à papier dont l'ensemble des eaux de rétention sont reprises par la STEP. Considérant les emplacements de stockage et le mode d'utilisation du produit bromé constaté sur site, aucune émission directe de bromures via les eaux pluviales vers le milieu naturel n'est à suspecter. L'ensemble des émissions de bromures du site vers le milieu naturel estt canalisé et transite via la station d'épuration et leur surveillance peut-être menée en sortie de cette dernière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance des émissions aqueuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2021, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires ne pourront être rejetées dans la STEP de Lucart que si les rejets respectent les valeurs suivantes :

	Flux massique autorisé annuel	Moyenne mensuelle (kg/j)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	55 000 kg/an et 1kg/t _{papier}	180 kg/j	300 kg/j	100 mg/l
DCO	550 000 kg/an et 5 kg/t _{papier}	2 700 kg/j	4 000 kg/j	1 500 mg/l
DBO₅	385 000 kg/an et	720 kg/j	1 000 kg/j	800 mg/l
	7 kg/t _{papier}			
Azote global	22 000 kg/an et 0,4 kg/t _{papier}	27 kg/j	30 kg/j	150 mg/l
Phosphore Total	2 200 kg/an et 0,04 kg/t _{papier}	2 kg/j	2,6 kg/j	5 mg/l
AOX	Pas de seuil dans MTD			1 mg/l

	Moyen annuel	Moyen mensuel	Maxi journalier
Débit	2 000 m ³ /j et 12 m ³ /t _{papier}	2 000 m ³ /j	3 000 m ³ /j

Constats : L'arrêté d'autorisation du site du 26 octobre 2020 n'intègre pas la surveillance régulière des Bromures en sortie d'installation avant rejet vers la station d'épuration industrielle de la société LUCART. Seul le paramètre intégrateur AOX (chlore, brome et iode) est mesuré à fréquence mensuelle. Les données d'autosurveillance disponibles sur GIDAF pour cette substance (janvier à avril 2022) montrent des concentrations en AOX stables, comprises entre 280 µg/L et 360 µg/L pour une valeur limite d'émission autorisée à 1000 µg/L.

Faisant suite à la sollicitation de l'inspection des installations classées du 20 mai 2022, demandant à l'exploitant de recenser l'ensemble de ses émissions potentielles en bromures par analyse des produits chimiques utilisés sur site, l'exploitant a mandaté un laboratoire d'analyse des eaux résiduaires agréé par le ministère en charge de l'environnement pour réaliser 3 mesures des niveaux de bromures en sortie de ses installations. Les deux premiers prélèvements ont été réalisés les 05 juillet et 13 décembre 2022, le troisième est prévu trimestre un de l'année 2023. En parallèle, l'exploitant estime le tonnage de produit bromé utilisé en 2022 à 6 952 kg pour un maximal journalier estimé à 30 kg/j. Les émissions journalières en Bromures mesurées sont de l'ordre du kilogramme jour.

Les émissions de Bromure au milieu récepteur immédiat (Vologne) et aval (Moselle) interrogent sur leur impact environnemental. Malgré l'absence de norme de qualité environnementale pour les Bromures, considérant une fourchette de rejet en Bromures comprise entre 1.3 kg/j à 9 kg/j, les concentrations apportées respectivement à la Vologne (débit représentatif de la période d'étiage – QMNA5=1350 L/s à Laval-sur-Vologne) puis à la Moselle au plus proche de la prise d'eau de Nancy pour l'adduction en eau potable (QMNA5=5923 L/s à Pont-Saint-Vincent) sont estimées :

	Vologne à Laval-sur-Vologne	Moselle à Pont-Saint-Vincent
Concentration ajoutée MIN – MAX (µg/L)	11 – 77	3 – 18

Les concentrations ajoutées en Bromures par les rejets de Papeterie des Vosges au niveau de la prise d'eau de Nancy sont significatives mais modérées. La contribution de Papeteries des Vosges au flux observé dans la Moselle à Toul pour l'année 2022 (station la plus proche de la prise d'eau du grand Nancy) constitue au maximum 15 % du total (moyenne de 58 kg/j estimée à Toul). En revanche, ces mêmes niveaux d'émissions portés directement à la Vologne sont de nature à favoriser l'apparition de THM (les observations récentes sur la Moselle montrent une augmentation significative des niveaux de THM dès lors que les concentrations en Bromures dépassent les 100 µg/L).

Considérant l'enjeu sanitaire associé aux rejets de Bromures dans la Moselle, l'inspection des installations classées proposera d'encadrer les émissions de Bromures de la société Papeteries des Vosges par arrêté préfectoral complémentaire. Pourront notamment être proposés; la mise en œuvre d'une surveillance régulière du paramètre Bromure en sortie de l'installation de traitement ainsi que la mise en œuvre d'une limite des flux journaliers en sortie d'installation.

A cet effet, il est demandé à l'exploitant de faire part à l'inspection des installations classées d'un bilan de la campagne de surveillance des Bromures en sortie de ses installations à l'échéance de la troisième mesure et au plus tard dans les 3 mois suivant la transmission du présent rapport d'inspection. Ce bilan s'attachera à synthétiser *a minima* :

- les flux en Bromures mesurés ;
- les conditions de fonctionnement des installations de production au moment des analyses ;
- les alternatives aux biocides bromés envisageables et les bénéfices environnementaux associés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet